

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

M. Azevêdo présente deux options pour la conférence ministérielle à venir

Les chefs de délégations des membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis le 21 septembre pour discuter des prochaines étapes des négociations et des préparations de la 11^e conférence ministérielle qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine (CM11).

Près de deux mois et demi avant la CM11, cette réunion était une occasion pour les Membres de relancer les négociations et de discuter de la voie à suivre pour les 12 prochains mois.

Le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a pressé les délégués d'intensifier leur engagement et de maximiser le temps limité qui s'offre à eux avant la CM11. Il a exprimé la manière dont il voit le déroulement des négociations ainsi que ses attentes pour les prochaines étapes. À un certain moment, a-t-il souligné, les Membres devront décider de ce qu'il est réaliste d'atteindre à la CM11 et ce qui ne l'est pas, et se faisant, cibler deux catégories :

1. Les enjeux qui n'avancent pas assez rapidement pour être finalisés à Buenos Aires
2. Les enjeux qui pourraient être résolus à la CM11

La première catégorie pourrait facilement inclure les enjeux de l'accès aux marchés comme les coupes dans les crêtes tarifaires, la progressivité tarifaire, le taux de droit applicable dans la limite du contingent présentés par le Paraguay et le Pérou, l'élimination de la sauvegarde spéciale (SGS) préconisée par la Russie ainsi que l'adoption du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) souhaitée par le G-33, mené par l'Inde et de l'Indonésie.

À cet égard, M. Azevêdo suggère aux Membres de se concentrer sur la création d'un programme de travail de l'après-Buenos Aires qui pourrait faire partie de l'ensemble des résultats de la CM11. Le Paraguay et

le Pérou ont également envisagé une option similaire dans leur proposition.

En repoussant certains enjeux après la CM11, les Membres pourraient plus aisément consacrer leur temps à faire avancer le plus possible les aspects qui pourraient potentiellement se résoudre à Buenos Aires. Cette seconde catégorie pourrait regrouper des enjeux tels que la réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, appuyée par la grande majorité, si ce n'est pas l'ensemble des Membres, ainsi que l'enjeu de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (DSP) pour lequel les Membres ont reçu des ministres le mandat de parvenir à une solution finale d'ici la CM11. Certains de ces enjeux pourraient nécessiter une intervention ministérielle (politique), a affirmé M. Azevêdo, mais pour ce faire, les Membres devront resserrer l'écart le plus possible pour laisser une courte liste de décisions à prendre par les ministres, a-t-il suggéré.

Les Membres de l'OMC veulent éviter de répliquer l'expérience de Nairobi (Kenya) en ce qui concerne le processus. Ils ont par conséquent suggéré soit d'arrêter les pourparlers quelques semaines avant la CM11; de poursuivre les pourparlers jusqu'au début de la CM11, ou une combinaison des deux approches.

Peu importe l'option choisie, M. Azevêdo a pressé les Membres d'agir de manière pragmatique et de trouver le juste équilibre entre l'ambition et le réalisme en essayant de conclure une entente à Buenos Aires. Des sources informées ont indiqué que les discussions sur le processus et les résultats seront abordées probablement à Marrakech, au Maroc, lorsqu'une quarantaine de délégations se réuniront pour une mini réunion ministérielle les 9 et 10 octobre.

PTP -11 : pas de consensus sur les suspensions

Les hauts fonctionnaires du PTP-11 se sont réunis à Tokyo, au Japon, les 21 et 22 septembre pour discuter des dispositions de l'accord original qui devraient être suspendues jusqu'à un éventuel retour des États-Unis dans le groupe.

Une source informée a affirmé que les négociateurs en chef ont tenu des discussions approfondies sur chaque chapitre afin de déterminer ce qu'il faut garder et ce qu'il faut laisser tomber. La source a indiqué que les 11 pays ont été invités à fournir une liste des enjeux qu'ils voudraient voir suspendus. Cependant, ils ne sont pas tous parvenus à le faire, retardant ainsi l'entente sur les suspensions jusqu'à une prochaine réunion en octobre.

Le Canada a soumis une liste qui porte principalement sur les enjeux relatifs aux règles, selon une source informée. L'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et Singapour souhaitent tous que la liste ne contienne que quelques enjeux afin de garder intact l'essentiel de l'accord. Le Japon préférerait même éviter d'avoir une liste de suspensions pour faciliter la réintégration des États-Unis dans le groupe, a ajouté la source.

D'autres pays comme le Chili, la Malaisie, le Mexique, le Pérou et le Vietnam étaient d'avis contraire. Le Mexique, par exemple, pousse les Membres à laisser tomber la disposition sur le

règlement des différends (RD) ainsi que les articles d'autres chapitres qui sont liés au RD.

Puisque certains pays n'ont pas fourni de liste, il sera difficile de voir un consensus émerger avant la fin de l'année, a déclaré la source.

À nouveau, les négociateurs en chef n'ont pas discuté de l'accès aux marchés, puisqu'ils préfèrent adopter une approche très prudente sur cette question afin de ne pas perdre l'espoir fragile que les 11 pays parviennent à une entente avant le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui aura lieu en novembre.

« Il y a de fortes chances que l'accès aux marchés – y compris l'agriculture – puisse être gardé intact puisque les négociateurs en chef n'ont jamais pris le temps d'aborder le sujet », a affirmé la source. Le Canada, dit-on, aurait une position ambivalente sur le sujet, alors que d'autres pays comme l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et même Singapour sont prêts à maintenir les concessions.

La source a indiqué que les négociateurs en chef ont également soulevé le besoin de discuter des options pour résilier l'entente potentielle entre les 11 pays si les États-Unis décidaient de revenir dans le groupe. Si, par exemple, l'accord original (PTP-12) devait être mis en œuvre, cela mettrait immédiatement fin à l'accord du PTP-11 ou bien donnerait le coup d'envoi à une série de modifications pour conserver l'accord.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

